

DEPARTEMENT <b>SEINE MARITIME</b>
<b>CANTON</b> Canteleu
COMMUNE <b>CANTELEU</b>

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
Liberté – Egalité – Fraternité

**DÉCISION DU MAIRE N° DEC-0119/23**  
PRISE EN VERTU D'UNE DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Service Technologies -

Nous, Mélanie BOULANGER,  
Maire de la commune de CANTELEU

VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,  
- la délibération du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 susvisé, et notamment l'alinéa n° 4, De prendre toute décision concernant la préparation des marchés et des accords-cadres, de fournitures, de services et de travaux, y compris les modifications en cours d'exécution et de procéder à la résiliation des marchés si nécessaire, dans la limite d'un montant inférieur au seuil fixé par la commission européenne pour les marchés de fournitures et de services, et lorsque les crédits sont inscrits au budget ; Par marché, il faut entendre ici l'opération homogène et globale comprenant un ou plusieurs lots ;

CONSIDERANT QUE :

- L'EPN (Espace Public Numérique) de la Médiathèque doit évoluer pour des raisons de conformité ;  
- L'EPN doit pouvoir être exploité sur chaque site où le public peut accéder au numérique (Médiathèque, écoles, Equipe Emploi Insertion).  
- La société NOVATICE est détentrice d'un brevet INPI, elle possède le monopole d'exploitation de la solution NEOS,

**DECIDE** :

**ARTICLE 1er** : Un bon de commande est signé au profit de la société NOVATICE TECHNOLOGIES (76230 Bois-Guillaume) pour un montant total de 8 690.00 € HT soit 10 428.00 € TTC.

**ARTICLE 2** : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Mairie et transmise au représentant de l'Etat dans le département. Il en sera rendu compte en communication au Conseil Municipal de Canteleu lors de sa plus proche réunion obligatoire.

**ARTICLE 3** : M. Le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne d'assurer l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 4** : Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,  
- d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

L'application Télérecours est accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

FAIT A CANTELEU, le 18 octobre 2023

Le Maire

Pour le Maire,  
la Première Adjointe,



Annie ÉLIE

Mélanie BOULANGER

Loi du 2 mars 1982

**ACTE EXECUTOIRE**

Exécutoire le : 18/10/2023

Affichage le : 18/10/2023

Notification le : 18/10/2023

Préfecture le : 18/10/2023

ID           DEMAT :           076-217601574-20231018-  
Imc1H11914H1-AR